

VISITE ROYALE EN RDC

Belgique-Congo, un « je t’aime moi non plus » passionnel

Les relations entre les deux pays ont toujours été difficiles à analyser rationnellement. Pour comprendre le lien, mieux vaut se plonger dans l’histoire des nations. Retour en arrière à l’occasion de la visite royale.

COLETTE BRAECKMAN

Empreintes d’ambiguïtés et de passions, jalonnées par les ruptures spectaculaires, les réconciliations et les promesses, les relations entre la Belgique et le Congo, ou plus précisément entre Belges et Congolais, résistent souvent à toute analyse rationnelle. Pour tenter de les comprendre, il faut se référer à l’histoire, cette histoire de la conquête coloniale si longtemps évacuée de nos programmes scolaires. Il faut se rappeler que la création du Congo fut l’œuvre personnelle du deuxième roi des Belges, Léopold II, qui réussit, par la séduction, la ruse et l’argent, à l’imposer aux autres puissances coloniales. Par la suite, il lui fallut déployer une propagande considérable (les expositions coloniales, les affiches, les articles de presse...) pour convaincre une population d’abord réticente d’accepter ce « cadeau » qu’était la colonie. Le Rwanda et le Burundi n’ayant été que des protectorats proposés à l’issue de la Première Guerre mondiale, le Congo demeura longtemps l’« enfant unique » de la Belgique, sa seule fenêtre sur l’Afrique. Et inversement : pour les Congolais, Bruxelles, « Miquel » en argot, fut longtemps la destination prioritaire, la seule clé ouvrant les portes de l’Europe.

Certes, la mondialisation a bouleversé tout cela, même si, en route pour Guangzhou, New York ou Istanbul, les Congolais aiment encore s’arrêter à Bruxelles, mais les perceptions demeurent. C’est ainsi que, pour une majorité de Congolais, Léopold II est moins le conquérant brutal, le commanditaire des mains coupées que décrit l’historiographie anglo-saxonne que, tout simplement, le premier souverain de l’Etat indépendant du Congo, celui qui dessina et réussit à imposer les frontières actuelles du pays. Après 80 ans de colonisation, six décennies d’indépendance, les Congolais estiment qu’ils doivent aujourd’hui encore défendre leur vaste et riche territoire contre les risques de « balkanisation » (un mot qui fait fureur) et, se méfiant des appétits de tous leurs voisins (pas seulement les Rwandais...), ils comptent pour cela sur le soutien de la Belgique.

Jusqu’en 1960, le roi des Belges fut aussi le roi du Congo et nul n’a oublié Baudouin, l’homme qui, pratiquement seul, décida d’accorder (trop tôt, sans préparation...) l’indépendance. Avant 1960, l’accès au territoire congolais était strictement contrôlé depuis Bruxelles, les voyages des Congolais étaient rares (l’Expo 58 ouvrit la porte à quelques « évolués » triés sur le volet). Cette relation exclusive a laissé des traces : certes, les « indigènes » se souviennent des injustices du système,

d’une sorte d’apartheid qui ne disait pas son nom, mais nombre d’entre eux se rappellent aussi leurs relations personnelles avec les « Blancs », c’est-à-dire les Belges du Congo. Elles étaient marquées par la séparation des lieux de vie, les différences colossales de statut et de revenu, par l’arrogance et l’exploitation de la force de travail, mais aussi par une sorte de paternalisme qui a laissé des traces. Sur le plan personnel, de nombreux liens furent tissés à l’époque coloniale et, nourris par une sorte de nostalgie réciproque, ils ne se sont pas rompus malgré les années.

Attentes et frustrations

Le temps s’est écoulé, les générations se sont suivies dans une ignorance croissante, mais Belges et Congolais ne se sont pas perdus de vue pour autant. Là-bas, « au pays », on attend toujours que Bruxelles défende un Etat qui demeure fragile et convoité, et les querelles avec les politiques belges prennent toujours des proportions démesurées, qu’il s’agisse des socialistes flamands du temps de Mobutu ou de Karel de Gucht du temps de Joseph Kabila, mais seuls les plus anciens souhaitent encore le retour des « nokos » (les oncles). Et en Belgique, une diaspora de plus en plus nombreuse, dynamique, politiquement active, crie haut et fort ses attentes et ses frustrations. Elle défend à bon droit les exigences des métis qui veulent pouvoir accéder aux archives coloniales et en savoir plus sur leur filiation, elle veut rebaptiser les noms des rues, déboulonner les statues et elle réclame la restitution des œuvres ramenées durant la colonisation.

Au Congo par contre, malgré la politique d’« authenticité » naguère menée par Mobutu, les traces coloniales ne sont menacées que par la spéculation immobilière, les vieux noms belges des quartiers subsistent dans les mémoires et les directeurs des musées assurent que, pour l’instant, ils ne sauraient accueillir en sécurité les œuvres d’art congolaises si elles devaient être restituées en grand nombre par la Belgique...



Philippe et Mathilde au Congo, c’est bien plus qu’une visite protocolaire. © EPA.

VIOLENCES SEXUELLES

Le nombre de victimes ne cesse de croître

Un rapport sur les Centres de prise en charge des violences sexuelles objective à quel point le nombre de victimes qui y ont recours ne cesse d’augmenter et qu’un tiers d’entre elles sont des mineurs.

FANNY DECLERCQ

Rien qu’en 2021, elles sont 1.662 victimes à avoir poussé la porte de l’un des cinq Centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS), qui regroupent en un seul lieu ouvert 24 heures/24 et 7 jours/7 toutes les ressources dont elles peuvent avoir besoin les premiers jours après des faits de violence sexuelle : médecins, psychologues, infirmières et sages-femmes légistes ou encore policiers en civil en cas de dépôt de plainte. Cinq ans après le lancement des premiers projets pilotes à Liège, Bruxelles et Gand dans l’accueil et l’accompagnement des victimes de violences sexuelles, quel bilan peut être tiré ?

Le rapport des données relatives aux CPVS, que *Le Soir* a eu l’occasion de consulter en primeur, objective à quel point le nombre de victimes ne cesse d’augmenter depuis la création des premiers centres en 2017. Et le mode d’admission des victimes a connu un changement significatif depuis leur ouverture : la part de celles qui se rendent d’elles-mêmes dans un CPVS est passée de 35 % à 43 %, tandis que de moins en moins de victimes s’y rendent accompagnées par la police.

Une tendance qui peut s’expliquer par la communication accrue autour des CPVS et la sensibilisation pour que



Une victime peut aussi se rendre dans un Centre de prise en charge pour les victimes de violences sexuelles afin que toutes les preuves soient récoltées et qu’il y ait un encadrement, sur le plan psychologique notamment.

© MATHIEU GOLINVAUX.

SANTÉ PUBLIQUE

Psy et Corona souhaitent de la santé mentale

Tout au long de la crise, le groupe interuniversitaire a examiné de près l’évolution de la motivation des Belges à suivre les mesures sanitaires. Les ressorts psychologiques et comportementaux ne devraient plus jamais être délaissés. Mais pour cela, il faut les connaître. D’où leur appel à maintenir l’existence d’un baromètre.

ANNE-SOPHIE LEURQUIN

Deux ans d’attention soutenue aux aspects comportementaux et psychologiques de la crise sanitaire et plus de 100 collectes de données : le groupe interuniversitaire Psy et Corona (UGent, ULB, UCLouvain et KULeuven) a scruté au plus près l’adhésion (ou non) aux mesures sanitaires demandées à la population, tout en prenant régulièrement le pouls de son bien-être. Un baromètre de la motivation récurrent, tout au long de la crise, qui a donné de nombreux enseignements, aussi bien sur les ressorts psychologiques de la crise que sur le degré de confiance des Belges ou encore sur leur statut vaccinal.

« Dès le premier jour de la pandémie de covid, il était clair qu’il ne s’agirait pas seulement d’une crise sanitaire sur le plan physique », détaillent les chercheurs du groupe Psy et corona. « Afin de limiter la circulation du virus, des changements de comportement conséquents ont été exigés de la part de la population, touchant en plein cœur

l’essence même de notre nature humaine : la liberté de chacun était restreinte et les contacts sociaux devaient être limités au maximum », ont-ils rappelé ce mardi lors d’un symposium réunissant politiques, experts scientifiques, professionnels de la santé et médias.

Ce baromètre de la motivation livre aujourd’hui ses derniers feux, avec une dernière collecte de données qui montre globalement une amélioration de tous les paramètres. Pour autant, « il serait dommage de se priver de cet outil à l’avenir, qui pourrait être précieux pour d’autres crises comme les effets du changement climatique par exemple », relève le professeur de psychologie sociale Vincent Yzerbyt (UCLouvain), parce que « si on peut observer aujourd’hui que ça va mieux, c’est par comparaison avec ce qu’on a suivi jusqu’ici ».

Identifier la détresse et agir rapidement

Avec Maarten Vansteenkiste (UGent), cheville ouvrière de Psy et Corona, et ses confrères Olivier Luminet (UCLouvain),